



## Assemblée générale

Distr. générale  
27 juillet 2022  
Français  
Original : anglais

---

**Assemblée générale**  
**Soixante-seizième session**  
Point 108 de l'ordre du jour  
**Prévention du crime et justice pénale**

**Lettre datée du 25 juillet 2022, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration faite par le Groupe d'Amis unis contre la traite des êtres humains à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains, le 30 juillet 2022 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 108 de l'ordre du jour.

Le Chargé d'affaires par intérim,  
(Signé) Pavel Evseenko



**Annexe à la lettre datée du 25 juillet 2022 adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Groupe d'Amis unis contre la traite des êtres humains à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains**

New York, le 30 juillet 2022

Troisième type d'activité criminelle le plus rentable au monde, la traite des êtres humains demeure l'un des principaux fléaux de notre époque.

Cette année, le thème de la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains, proposé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, sera « Usages et mésusages de la technologie ».

Dans le domaine de la lutte contre la traite des personnes, la technologie est une arme à double tranchant.

D'une part, elle peut permettre de repérer et de secourir les victimes de la traite, de mener des enquêtes préventives sur les plateformes en ligne, notamment en utilisant l'intelligence artificielle et la reconnaissance faciale pour identifier en ligne à la fois les victimes et les auteurs, de fournir des moyens de communication salvateurs, de faciliter l'agrégation et l'analyse des données.

D'autre part, elle donne également de nouveaux moyens aux trafiquants, qui se servent de plus en plus souvent d'Internet et des médias sociaux pour recruter et exploiter leurs victimes, et tirent parti d'outils qui leur permettent de dissimuler leur identité, de faciliter les transactions et d'élargir le marché. À la suite de la pandémie de COVID-19, nous nous sommes aperçus que le recrutement des victimes et la publicité des services se faisaient désormais presque exclusivement en ligne.

Nous sommes heureux de constater que les États Membres et le système des Nations Unies ont conscience des dangers causés par les mésusages et abus de la technologie commis par les trafiquants. Dans la déclaration politique sur l'application du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes, qui a été adoptée le 22 novembre 2021 lors de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'évaluation du Plan d'action mondial, l'Assemblée a noté avec préoccupation le détournement des technologies de l'information et de la communication à des fins criminelles, notamment d'Internet, auquel se livrent les trafiquants pour faciliter la traite des personnes, et a souligné qu'il importait de s'opposer à ce détournement tout en veillant au respect des droits humains et des libertés fondamentales, notamment du droit à la vie privée, et des autres obligations découlant du droit international.

Nous pensons qu'il est essentiel de mobiliser la société civile, les concepteurs de logiciels et les entreprises technologiques socialement responsables pour trouver des moyens d'utiliser la technologie et les médias sociaux aux fins du renforcement de la lutte contre la criminalité et de l'efficacité des mesures de lutte contre la traite des êtres humains.

Nous appelons tous les États Membres à poursuivre la mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes et à resserrer la coopération internationale, y compris le renforcement des capacités, l'échange des bonnes pratiques et du savoir-faire ainsi que l'assistance technique, en

particulier pour les pays en développement, afin de prévenir et d'éliminer la pratique de la traite des personnes et d'aider les victimes de ce crime abominable.

Les membres du Groupe d'Amis unis contre la traite des êtres humains :

Bahreïn  
Bangladesh  
Biélarus  
Bolivie  
Égypte  
Émirats arabes unis  
Érythrée  
Fédération de Russie  
Inde  
Kazakhstan  
Kirghizistan  
Libye  
Nicaragua  
Nigéria  
Ouzbékistan  
Philippines  
Qatar  
République démocratique populaire lao  
Singapour  
Tadjikistan  
Turkménistan  
Venezuela

---